

LA DÉPENSE ALIMENTAIRE DANS UN GROUPE DE FAMILLES OUVRIÈRES DE L'EST

par

Michel GUILLOT

Au mois d'août 1955, le Centre d'Information et d'Etudes d'Economie Humaine en Lorraine — C. I. E. D. E. H. L. — a procédé à une enquête auprès de 433 familles ouvrières. La liste de ces familles a été prélevée au hasard dans le fichier des ouvriers de l'établissement de Mulhouse des Mines Domaniales de Potasse d'Alsace : les mineurs de fond ont été exclus. Cette étude répondait à une demande du Comité d'Entreprise des Mines Domaniales de Potasse d'Alsace — M. D. P. A. (1).

L'enquête a consisté, pour partie, en un relevé, généralement hebdomadaire des dépenses. La taille de l'échantillon rend très fragile l'analyse des postes peu importants du budget. Aussi est-il préférable de se restreindre à l'étude de la dépense alimentaire. Notre objectif est d'examiner si, de ce point de vue économique limité, une pareille enquête fait apparaître des différences significatives de comportement entre les familles interrogées et l'ensemble des familles ouvrières de province.

La méthode utilisée est simple. L'échantillon M. D. P. A. a été soumis à une analyse à deux variables : total des dépenses de consommation, total des dépenses alimentaires (2). Les résultats de cette analyse ont été comparés à ceux déjà obtenus au C. R. E. D. O. C. sur un échantillon de ménages ouvriers de 17 villes de province (3). Le tableau ci-après donne les principaux éléments de cette comparaison.

(1) Nous remercions le Comité d'Entreprise des Mines Domaniales de Potasse d'Alsace et le C. I. E. D. E. H. L. d'avoir autorisé la publication de cette étude, faite par le C. R. E. D. O. C. à partir des données mécanographiques de l'enquête qu'ils ont bien voulu lui confier.

(2) L'équation de cette analyse est la suivante :

$$\log_{10} \left(\frac{d}{uc} \right)_i = A \log_{10} \left(\frac{D}{uc} \right)_i + B + e_i$$

i = ième ménage ;

d = total des dépenses alimentaires calculé sur un mois ;

D = dépenses totales calculées sur un mois. On fait l'hypothèse que cette variable est une variable certaine ;

uc = nombre d'unités de consommation par ménage ;

A = représente le coefficient d'élasticité de la dépense alimentaire par rapport à la dépense totale.

Enfin la dépense alimentaire du i ème ménage diffère de $F(D_i)$ d'un écart noté ici e_i . On fait l'hypothèse que l'espérance mathématique de ces écarts est nulle, et que leur variance est constante.

Sur l'ensemble de la méthode d'analyse utilisée ici, nous renvoyons le lecteur à deux travaux : S. J. Prais and H. S. Houthakker, « The analysis of Family budgets », Cambridge, At the University Press 1955 ; G. Rottier et J. Voranger, « Annales de Recherches et de Documentation sur la Consommation », avril-juin 1956, « Etudes de Budgets familiaux ».

(3) Cf. J. Voranger, « Annales de Recherches et de Documentation sur la Consommation », avril-juin 1956 ; « 544 budgets ouvriers des villes sièges des Directions régionales de l'I. N. S. E. E. » Etude sur une enquête réalisée par l'I. N. S. E. E. Le compte rendu de cette enquête a été publié dans le « Bulletin mensuel de Statistique », supplément octobre-décembre 1957, Presses Universitaires de France. A une réserve près concernant les échelles d'U. C., la similitude des méthodes utilisées dans ces deux enquêtes et l'identité de la durée des périodes d'enregistrement des dépenses des ménages, permettent de comparer valablement les deux séries de résultats.

	Ouvriers des MDPA - 1955 -	Ouvriers de 17 grandes villes de province françaises -1951-
Moyenne des dépenses totales mensuelles par unité de consommation (U.C.) Francs courants	18.835	18.900
Ecart-type (1) de la dépense totale mensuelle par U.C.	0,124	0,158
Moyenne des dépenses alimentaires mensuelles par U.C. - Francs courants	10.365	11.340
Part de l'alimentation dans le budget	0,55 ± 0,05	0,60
Elasticité de la dépense alimentaire par U.C. par rapport à la dépense totale par U.C.	0,79 ± 0,03	0,76 ± 0,02
Coefficient de corrélation linéaire	0,78	0,81

* * *

L'information ainsi résumée, est issue d'enquêtes qui n'ont porté que sur un assez petit nombre de ménages ; de là il faut essayer d'induire des résultats qui aient une assez forte probabilité d'être valables pour l'ensemble des ouvriers du jour des M. D. P. A. d'une part, des ouvriers de province d'autre part. Ce passage des échantillons aux populations qu'ils représentent est toujours délicat. On sait cependant que la méthode statistique peut lui conférer une certaine rigueur.

Nous nous attacherons d'abord à l'étude de la dépense totale par unité de consommation (U. C.). L'enquête M. D. P. A. date de 1955, celle des villes de province de la fin de l'année 1951. Entre ces deux époques, les salaires des ouvriers de province ont augmenté de 20 % environ et les prix à la consommation familiale n'ont pas varié (2). Or, les ménages ouvriers M. D. P. A. parviennent en 1955 au niveau de dépense totale moyenne où se situait l'ensemble des ménages ouvriers français de province, fin 1951. On pourrait croire avoir ainsi repéré une différence, de 20 % au plus, dans le pouvoir d'achat par unité de consommation entre l'ensemble des ouvriers de province et ceux des M. D. P. A., au détriment de ces derniers (3).

Cependant deux observations interdisent de tirer cette conclusion.

D'une part les échelles d'U. C. utilisées par les enquêtes sont différentes (4).

(1) Calculé sur le logarithme des observations.

(2) L'indice d'ensemble des prix à la consommation familiale, base 100 en 1949, calculé par l'I. N. S. E. E. est le suivant :

Décembre 1951	142,9
Août	143

(3) Cela reposerait sur une hypothèse de bon sens ; à une augmentation de salaire de 20 %, les ménages ouvriers français ont répondu par une augmentation de leurs dépenses totales ; cette augmentation serait, au maximum, de 20 %.

(4) L'échelle utilisée dans l'enquête I. N. S. E. E. est très simple : chef de ménage : 1 ; chaque adulte supplémentaire : 0,7 ; chaque enfant de moins de 16 ans : 0,5. L'échelle d'U. C. utilisée par le C. I. E. D. E. H. L., est la suivante :

Un adulte (14 à 59 ans) Homme	1
Femme	0,8
Homme ou femme au-dessus de 60 ans	0,8
Enfants de 11 à 13 ans	0,8
— 8 à 10 ans	0,7
— 5 à 7 ans	0,5
— 2 à 4 ans	0,4
— moins de 2 ans	0,3

Ces différences corrigées, la situation de l'indice des dépenses totales par U. C. est la suivante :

— ouvriers M. D. P. A. 1955 (1).....	100
— ouvriers province 1955 (par extrapolation de l'enquête 1951 (2).....	110

D'autre part la taille moyenne des familles **enquêtées**, mesurée avec une même échelle d'U. C. est plus élevée à Mulhouse (2,8 U. C.) que dans l'ensemble « province » (2,4 U. C.). C'est à cette différence dans la taille des familles interrogées qu'il convient d'imputer l'écart de 10 % observé dans la dépense totale par U. C. La nature des échantillons ne permet malheureusement pas de vérifier si la différence observée dans la taille des familles est significative d'une différence réelle dans la taille des familles des deux populations.

Nous ne pouvons donc que formuler une hypothèse : si la dépense totale **par U. C.** des deux populations, considérées l'une et l'autre en 1955, est différente, l'écart est de l'ordre de 10 % au profit des ouvriers de province et tient à la taille des familles. En moyenne, **les ménages des ouvriers de province et ceux des M. D. P. A.** ont une dépense totale semblable. Mais il se peut que le nombre d'U. C., soit plus élevé chez les seconds, leurs dépenses totales **par U. C.** en étant réduites d'autant (3).

* * *

Pour l'instant nous ne pouvons donner aucune conclusion certaine sur la comparaison des dépenses totales par U. C. entre les deux populations ; cette incertitude n'empêche pas l'examen des autres paramètres du tableau, de nous fournir une information assez solide sur des aspects sans doute plus importants, du comportement des consommateurs.

Etudions en effet les quatre caractéristiques suivantes : **le coefficient budgétaire de l'alimentation** qui exprime la part relative des dépenses alimentaires par U. C. dans les dépenses totales par U. C. ; **le coefficient d'élasticité** qui est ici un indice de l'accroissement relatif de la dépense alimentaire induit par une augmentation de la dépense totale (4) ; enfin, la dispersion **des dépenses alimentaires et celle des dépenses totales**, c'est-à-dire l'écart moyen, entre les ménages et la moyenne de leur groupe, du point de vue de ces dépenses (5).

Pour chacune de ces quatre « mesures », les deux échantillons diffèrent extrêmement peu. Un certain nombre de tests élémentaires ont été effectués (6) qui nous permettent d'affirmer, avec une probabilité de nous tromper inférieure à 0,001, l'identité des deux populations quant à ces quatre paramètres. Cette conclusion statistique a une signification importante que sa traduction en un langage concret aide à saisir : les populations considérées obéissent à la même « loi » de comportement ; plus exactement, il existe une liaison régulière entre les dépenses alimentaires et le total des dépenses des ménages, « régularité » qui se définit de la même façon dans le groupe des ouvriers de province et dans celui des ouvriers des M. D. P. A.

Les facteurs « locaux » (7) n'interviennent pas, chez les ouvriers M. D. P. A. pour rendre les coefficients de comportement de leur groupe différents de ceux qu'on observe dans l'ensemble du milieu ouvrier français. Familles ouvrières

(1) Chiffre des dépenses totales moyennes par U. C., échelle corrigée, pris pour base 100.

(2) Chiffre des dépenses totales moyennes par U. C. multiplié par 1,20 pour tenir compte de la hausse des salaires intervenue entre 1951 et 1955 ; et corrigé pour supprimer les différences dues à l'échelle des U. C.

(3) Une étude démographique rapide de la population M. D. P. A. en nous renseignant sur la taille des familles, permettrait donc de juger clairement de l'écart des dépenses totales par U. C. entre les ouvriers des Potasses d'Alsace de Mulhouse et ceux des autres villes de province.

(4) Cette augmentation de la dépense totale, au moins dans des budgets ouvriers, est une assez bonne mesure de l'augmentation du revenu qui la plupart du temps est mal connu.

(5) Sans être rangés dans cet ordre la valeur de ces paramètres est donnée, pour chacun des deux échantillons dans le tableau ci-dessus.

(6) Nous ne les donnerons pas ici ; la proximité de la valeur des paramètres obtenue sur les échantillons, les rendant presque superflus.

(7) Par facteurs locaux, nous entendons ici, tous les facteurs qui interviennent dans la « population » des ménages M. D. P. A. et qui ne jouent pas quand on considère la population des ménages ouvriers français : région alsacienne, voire même mulhousienne, appartenance à une même entreprise, etc.

françaises, ou familles ouvrières M. D. P. A. consacrent, les unes et les autres, en moyenne, 55 % de leurs dépenses totales à l'alimentation. Lorsque le total de leurs dépenses s'accroît de 10 %, leurs dépenses alimentaires s'accroissent en moyenne de 7 à 8 %. C'est ce qu'indiquent les coefficients d'élasticité de 0,79 et 0,76 du tableau ci-dessus. Mais, fait plus étonnant peut-être, les facteurs « locaux » n'interviennent pas davantage pour resserer la population M. D. P. A. autour de cette loi moyenne, commune aux deux populations. On pourrait, par exemple, concevoir que les diversités d'habitudes de consommation, par exemple soient, à l'intérieur d'une région ou d'un groupe très définis, moins accusées que dans l'ensemble ouvrier français. On observerait alors, en passant de l'échantillon « ouvriers 17 villes de province » à l'échantillon « ouvriers M. D. P. A. » une réduction significative de la dispersion des observations autour de la loi de comportement moyenne du groupe. Or, ici ces dispersions ont même mesure comme l'indiquent les écarts-type de la dépense totale et de la dépense alimentaire dans le tableau ci-dessus. Les fluctuations du comportement des ménages autour de la loi ajustée sur les observations sont aussi importantes dans les deux groupes. Travailler aux Mines Domaniales de Potasse, vivre à Mulhouse, connaître les habitudes de consommation des Alsaciens et les conditions du marché local... ne paraissent pas être des facteurs rendant plus homogène et uniforme le comportement des familles ouvrières M. D. P. A.

Ainsi, on est amené à conclure que l'influence des facteurs « locaux » sur les consommations est faible ; elle est difficile à saisir par les méthodes classiques d'étude des budgets familiaux, utilisées dans nos deux enquêtes. Cela ne doit pas étonner : nous nous sommes attachés ici à l'étude d'une consommation de première nécessité, celle des biens alimentaires, saisie dans ce groupe très homogène des ouvriers du jour des M. D. P. A. et comparée à l'ensemble « ouvriers de province ». Cet ensemble constitue une sorte de moyenne des multiples groupes du même genre que celui de Mulhouse. Il est certain que, du groupe de Mulhouse à tels autres groupes ouvriers, doivent exister des différences de comportement qui n'apparaissent plus lorsque le point de référence adopté est le comportement moyen de ces groupes.

* * *

Aux yeux de celui qui cherche à exploiter toute l'information relative à la dépense alimentaire, contenue dans l'enquête M. D. P. A., tout se passe comme si l'échantillon prélevé en fait dans la population des ouvriers « du jour » des Mines de Potasse d'Alsace, avait été tiré au hasard dans la population ouvrière française.

Si le comportement des consommateurs M. D. P. A. diffère de celui des ouvriers français de province, pris dans leur ensemble, cette différence n'est pas perceptible au niveau des grands groupes de dépense (1). Pour la faire apparaître, il faudrait étudier les dépenses alimentaires, les dépenses d'habillement, de logement, etc., avec un certain détail (2). Cette recherche exigerait évidemment d'autres moyens (3) que ceux qui sont habituellement mis en œuvre lorsqu'on opère à l'échelon national.

(1) Une analyse rapide du total des dépenses d'habillement et du total des dépenses en autres biens durables ont fait ressortir les mêmes conclusions que pour l'alimentation.

(2) Parmi les facteurs susceptibles d'expliquer ces différences éventuelles, il conviendrait d'isoler le facteur « taille des familles », s'il s'avérait que celui-ci est plus élevé dans la population M. D. P. A. que dans le reste de la population française.

(3) On peut dire, par exemple, que pour attendre d'une analyse statistique des résultats relatifs à des dépenses détaillées (viandes, produits laitiers, etc...) qui donnent sur ces questions une connaissance significative de la population M. D. P. A., il aurait fallu soit enquêter les 433 ménages plusieurs fois dans l'année, soit prélever un échantillon plus important.